

## DECISION MUNICIPALE N°2024/ 289

Le Maire,

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales,  
**Vu** les articles L. 2194-1 et R. 2194-8 du Code de la Commande Publique,  
**Vu** la délibération n°2020/32 du 25 mai 2020, par laquelle le Conseil municipal a donné délégation au Maire, en application des dispositions des articles L. 2122-22 et L. 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, pour la durée du mandat,  
**Considérant** que le Conseil municipal n'a pas mis fin à la délégation prévue par la délibération n°2020/32 du 25 mai 2020,

**Considérant** la décision municipale n°2023/498 du 16 novembre 2023 attribuant le marché relatif aux travaux de réalisation de deux terrains de padel au Stade Raoul Dautry à Ermont,

**Considérant** que des travaux supplémentaires de renforcement de la longrine et de pose de revêtement de sol nécessaires à la mise en œuvre du projet,

Sur proposition du directeur du Pôle Attractivité du Territoire, Cadre de vie et Ressources,

### DECIDE

**Article 1<sup>er</sup>** : De conclure l'avenant n°1 au marché 95120 23 062 avec la société **GOGY SARL** (mandataire du groupement conjoint GOGY SARL / ENTREPRISE DE TRAVAUX FAYOLLE ET FILS), qui a pour objet les travaux supplémentaires de renforcement de la longrine et de pose de revêtement de sol nécessaires à la mise en œuvre du projet, associés à une hausse du montant du marché de 7.375,00 € HT, soit 8.850,00 € TTC.

L'avenant porte le montant du marché à 206.415,20 € HT, soit 247.698,24 € TTC, et représente une incidence financière de 3,71 % par rapport au montant initial du marché.

L'avenant n'a pas d'incidence sur le délai d'exécution.

**Article 2** : De transmettre à Monsieur le Sous-Préfet d'Argenteuil la présente décision, publiée sur le site internet de la Commune.

**Article 3** : La présente décision est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Cergy-Pontoise dans un délai de deux mois suivant sa notification ou sa publication.

Il est possible de saisir le Tribunal administratif par l'application informatique Télérecours Citoyens accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Il est également possible de saisir l'autorité compétente d'un recours gracieux. Cette démarche prolonge le délai de recours qui doit alors être introduit dans les deux mois suivants la réponse (l'absence de réponse au terme des deux mois vaut rejet implicite).

Fait à Ermont, le 02/05/2024



Xavier HAQUIN

Maire d'Ermont

Conseiller Départemental du Val d'Oise

Exécutoire en vertu de l'article R. 2131-1 du CGCT

Publié le 03/05/2024